

En votation le 13 février, la hausse de l'aide fédérale aux médias divise. Oreiller de paresse? Nécessité de

AIDER LES MÉDIAS,



« GUILLAUME CHILLIER

Votation » Faut-il donner un coup de pouce supplémentaire aux médias? C'est la question qui sera posée aux citoyens du pays le dimanche 13 février, en votation populaire. Et elle divise partis politiques et population, alors que les derniers sondages prévoient un petit «non». L'idée: augmenter cette aide de 151 millions de francs par an, en partie pour une durée limitée à sept années.

Pour en débattre, nous avons invité Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale fribourgeoise (le centre, en faveur du «oui») et le conseiller aux Etats Philippe Bauer (plr, pour le «non»). Deux élus de cantons dont les titres de presse régionaux payants – *La Liberté* ou *La Gruyère* à Fribourg et *Arcinfo* à Neuchâtel – se disent en difficulté, ne sont pas propriété des géants suisses de la presse et soutiennent ce paquet d'aides.

Monsieur Bauer, lorsque vous avez été invité pour ce débat, vous m'avez dit mettre toutes vos forces pour le «non». En quoi est-ce un combat si important pour un libéral-radical?

Philippe Bauer (Ph.B.): Je crois à l'indépendance des médias et je veux qu'elle soit préservée. Je crois aussi au libéralisme économique. Je refuse dès lors que l'on soutienne des modèles qui mettent en danger cette indépendance et qui ne sont plus adaptés.

«La presse régionale manque de moyens»

Christine Bulliard-Marbach

Ce paquet d'aides est-il si mal ficelé?

Oui. Je ne mets pas en cause le soutien existant à la distribution postale ou matinale des journaux. En revanche, je suis fondamentalement opposé à l'aide directe aux médias en ligne. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Je refuse qu'on ouvre une pompe aux subventions qu'on ne refermera jamais.

Madame Bulliard-Marbach, en augmentant l'aide indirecte et en brisant le tabou de l'aide directe (aujourd'hui inexistant), n'allons-nous pas entamer l'indépendance des médias?

Christine Bulliard-Marbach (Ch.B.-M.): Le paquet d'aides donne des garanties et rien ne permet de dire que l'Etat va pouvoir contrôler les contenus rédactionnels. Deux articles de lois excluent explicitement tout interventionnisme.

Alors affirmer que l'indépendance est en péril est faux. C'est même le contraire: quand un média est financièrement serein – et c'est ce que permet le paquet d'aides –, il peut s'occuper de la qualité de ses contenus et entretenir la diversité. Je rappelle que pour certains médias, l'aide ne représentera que 10% de leurs revenus. On ne peut pas dire que l'Etat achète les médias.

Ph.B.: Je ne vous suis pas. Dans d'autres domaines du droit, on estime qu'un actionnaire qui détient 10% du capital est considéré comme important, et il a des droits qu'il peut faire valoir. Alors si l'autorité contribue à hauteur de 10% au chiffre d'affaires d'un média, je ne peux m'empêcher de croire qu'il y aura un risque d'influence.

Mais Monsieur Bauer, n'est-ce pas aussi problématique si ce sont les annonceurs qui financent les médias?

Ph.B.: Je doute qu'il existe en Suisse un seul journal où un annonceur paye des annonces pour un prix qui correspond à 10% du chiffre d'affaires. Il y a généralement une multitude d'entreprises, qui apportent chacune de petits montants. Cela évite qu'un annonceur ait trop d'influence. Et puis, si vous estimez que les journaux financés par la publicité, des partis politiques ou encore des mécènes manquent d'indépendance, pourquoi donc créer un modèle similaire avec un financement public?

Ch.B.-M.: Je suis membre du conseil d'administration de Radio Fribourg-Freiburg, et je peux vous dire que je n'ai aucun contrôle sur les choix éditoriaux. Aussi, je suis consciente du besoin pour les lecteurs que les médias soient critiques envers les politiques ou la Confédération. Ils les louent, ils les attaquent. Parfois ça nous convient, parfois ça nous dérange. C'est très bien comme ça, et une aide supplémentaire n'aura pas d'effet négatif là-dessus.

Aussi, je rappelle que l'aide aux médias existe depuis très longtemps, le financement de l'audio et de l'audiovisuel également. Or, il me semble que l'indépendance n'a jamais été remise en cause. Sans le soutien proposé, de nombreux petits titres régionaux risquent de disparaître, et avec eux la couverture de l'actualité dans les régions.

Monsieur Bauer, on évoque la disparition de quelque 70 titres de presse depuis 2003 et la perte d'un quart des emplois dans le journalisme entre 2011 et 2019 (à 19000). N'est-ce pas alarmant?

Ph.B.: C'est triste pour ceux qui ont perdu leur emploi. Mais dans le canton de Neuchâtel, nous avons des journaux gratuits comme *Littoralrégion*, qui relate l'actualité locale, et même mieux que les journaux payants.

D'autres régions profitent de tels journaux car ceux-ci ont réussi à trouver un modèle économique moderne qui fonctionne, ce qui n'est pas le cas de

la presse écrite payante. Toutes les professions doivent évoluer. Prenons par exemple les avocats: il y a 30 ans, on estimait qu'il fallait un secrétaire pour un avocat. Puis un pour deux et enfin un pour quatre, car les moyens techniques et le métier d'employé de commerce ont évolué.

Mon rêve: que les médias réussissent à évoluer. Leur donner un milliard (151 millions de francs par an pendant 7 ans, ndlr), c'est leur offrir un oreiller de paresse.

«Toutes les professions doivent évoluer»

Philippe Bauer

Madame Bulliard-Marbach, les médias ne devraient-ils pas se renouveler au lieu de quémander?

Ch.B.-M.: Dans le canton de Fribourg, les journaux payants comme les *Freiburger Nachrichten*, *La Liberté* ou *La Broye* rendent compte des événements importants. Ce n'est pas les quelques journaux gratuits que vous évoquez qui peuvent faire le travail des 170 titres de presse régionale payants. Ce sont ces derniers qui participent au ciment de la Suisse, à la formation de l'opinion. Aussi, en tant que présidente du comité du Groupement suisse pour les régions de montagne, je ne peux pas m'imaginer ne plus avoir des journalistes de terrain.

Et non, c'est trop facile de dire que c'est un oreiller de paresse. La presse régionale manque de moyens et a besoin d'un coup de pouce pour évoluer et accompagner les évolutions de la société. Votre comparaison avec votre activité n'a pas de sens: les bureaux d'avocats et les journaux n'ont rien à voir.

Ph.B.: Mais toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées aux problèmes de la transition numérique et doivent beaucoup investir pour survivre. Pourtant, on ne les aide pas! Pourquoi donc aider la presse et pas les autres acteurs économiques?

D'autant plus qu'elle n'est plus seule sur le marché de l'information...

Ch.B.-M.: Qui parle des régions, de leur actualité politique, sportive ou culturelle? Ce ne sont pas les médias en ligne, la presse gratuite ou les réseaux sociaux. La presse écrite payante joue un rôle crucial dans ce sentiment de proximité entre les différentes populations ou dans l'alimentation des débats nécessaire à la démocratie directe.

Ph.B.: Prétendre que les médias sont la démocratie, c'est comme dire que les cathédrales ont été construites à l'origine pour les touristes qui les visitent aujourd'hui. C'est faux. Les médias font partie du processus de formation de l'opinion, en bien ou en mal. Mais, avec ou sans ceux que nous connaissons aujourd'hui, notre pays restera une démocratie. »



conserver une diversité des titres de presse dans les régions? Deux élus fédéraux en débattent

UNE BONNE IDÉE?

QUESTION D'ARGENT

Monsieur Bauer, votre camp critique aussi une aide à destination de milliardaires zurichois. Pourtant, tant les éditeurs d'Arcinfo, du Nouvelliste ou de La Liberté ne sont pas des milliardaires zurichois...

Ph.B.: L'argent du contribuable ira dans tous les cas aussi à des sociétés qui font du bénéfice et distribuent des dividendes à des actionnaires. L'image des milliardaires zurichois, ce n'est pas moi qui l'ai choisie. Ce qu'elle veut dire, c'est qu'il est faux de verser de l'argent public à des sociétés bénéficiaires.

Ch.B.-M.: C'est vrai, les grands éditeurs vont aussi toucher de l'argent, mais le modèle intègre un système dégressif qui fait que les plus petits toucheraient proportionnellement plus. Au final, 80% des montants vont aller chez les petits éditeurs.

Pensez aussi au fait que les grands journaux sont aussi là pour former les journalistes qui alimenteront les plus petits titres par la suite. Donc aider les grands, c'est aussi aider les petits.

Ph.B.: Vous pensez que la majorité des montants ira aux petits, moi qu'elle ira aux grands. Mais peu importe: des entreprises florissantes et privées toucheront

de l'argent payé par les contribuables. Ce n'est pas comme ça que je conçois le fonctionnement du ménage fédéral et l'utilisation parcimonieuse des deniers publics.

Monsieur Bauer, la baisse de la publicité est quand même une réalité, on parle de 70% de moins en 10 ans... Et celle-ci est captée par les géants du web.

Ph.B.: Le paquet d'aides proposé ne fait rien contre cela. J'ai l'impression d'entendre ce qui se disait à la fin des années 1970, quand se sont créées les premières radios et télévisions privées. En Suisse, nous n'en voulions pas, affirmant qu'elles allaient propager de fausses informations et qu'elles allaient prendre une part du gâteau publicitaire des autres médias.

Ch.B.-M.: Vous avez l'air de dire que ce paquet d'aides va aller dans les poches des entreprises, mais c'est aux lecteurs qu'il faut penser. Et ce sont eux, des citoyens, qui sont soutenus en premier lieu.

Nous devons avant tout préserver la diversité des médias. Plus il y a de journaux, plus la presse est indépendante des grands groupes, de l'Etat ou des grands investisseurs. >> GCH

Les faux calculs des opposants

Selon les référendaires, les «gros éditeurs» toucheraient 70% du nouveau paquet d'aides aux médias. En corrigeant une importante erreur et en se limitant aux trois grands groupes du pays, ce chiffre retombe à moins de 28%.

Entre ceux qui soutiennent la loi fédérale sur un train de mesures en faveur des médias et ceux qui s'y opposent, c'est le grand écart en matière de répartition des subventions.

Le comité «Non aux médias contrôlés» brandit un argument massue: «Plus de 70% des subventions versées aux médias profiteraient directement aux grands groupes de presse et à leurs actionnaires qui n'en ont pas vraiment besoin.» D'où vient ce 70%? Comme l'explique le président du comité du non, l'ancien conseiller national Peter Weigelt (plr, SG), cette estimation se base sur les déclarations des trois principaux groupes de médias suisses glanées dans la presse et dans une lettre d'information de la Banque cantonale de Zurich, des données qui auraient ensuite été extrapolées à un groupe formé par les dix principaux acteurs de la branche.

«Ces calculs ont été réalisés au sein de notre comité», nous précise-t-il. «En additionnant les montants donnés par TX Group, Ringier et CH Media, nous arrivons à un total de 56 millions de francs en subventions potentiellement perçues. Il nous a ensuite semblé juste d'inclure les autres éditeurs importants du pays, comme Somedia à Coire, le groupe Gassmann à Bienne ou celui des Schaffhauser Nachrichten.»

Peter Weigelt n'a pas été en mesure de nous communiquer une liste complète de ces dix «gros éditeurs», avec les aides estimées pour chacun. Directeur général du Groupe Gassmann, Eric Meïzoz se dit «extrêmement surpris» de figurer parmi les premiers éditeurs du pays. Gassmann

n'est actif que dans la région de Bienne, le Jura bernois et le Seeland.

Le camp du non retient aussi 28 millions de nouvelles aides pour le groupe CH Media, dont 14 millions pour ses télévisions locales. Or, la loi prévoit que le montant maximal annuel pour toutes les télévisions et radios locales du pays se montera à 28 millions annuels. Nous avons relu l'interview sur laquelle se base Peter Weigelt. Le patron de CH Media, Peter Wanner, y déclare: «CH Media recevra environ 14 millions de francs en plus des 14 millions pour les quatre chaînes de télévision locales.»

27,8 pour cent

Part réelle des subventions pour les grands éditeurs

Contacté, Peter Wanner nous confirme qu'il espère 14 millions pour son groupe avec la nouvelle loi («dont 2 millions de la redevance supplémentaire»), en plus des 14 millions de redevance touchés actuellement. Le comité du non a donc interprété à sa manière cette déclaration, sans aucune vérification: CH Media ne devrait pas recevoir quelque 28 millions avec les nouvelles mesures, mais seulement la moitié.

En corrigeant ce chiffre, le trio des «gros éditeurs» toucherait en fait 27,8% du total. Ce qui va tout à fait dans le sens de la loi. Une estimation qui rejoint celle de l'Office fédéral de la communication (Ofcom). «Ainsi, des médias comme ArcInfo, Le Journal du Jura, La Gruyère, le Corriere del Ticino ou le Willisauer Bote profiteront d'un soutien proportionnellement plus élevé que des journaux à grand tirage.» >>

CHRISTOPHE ROULET, AVEC DANIEL DROZ, ARCINFO



Deux parlementaires face à face: Philippe Bauer, PLR neuchâtelois, et Christine Bulliard-Marbach, Le Centre fribourgeoise. Alain Wicht